Espagne : les élections de 1993

PERE VILANOVA

L'Espagne, il ne faut pas l'oublier, est une démocratie encore jeune, comparée à la plupart des pays de l'Europe occidentale. La mort de Franco date de novembre 1975. Les premières élections démocratiques, de juin 1977. La période constituante qui commença juste après cette date s'acheva par la promulgation de la Constitution en décembre 1978. Depuis, il est vrai que l'Espagne a connu plusieurs élections générales sans entraves majeures : 1977, 1979, 1982, 1986, 1989 et finalement celles du 6 juin 1993. Et encore faudrait-il ajouter à cette liste les élections municipales — dont les premières datent de 1979 —, les élections européennes, et surtout (pour leur importance politique) les élections des parlements des communautés autonomes. Tout cela fait que l'Espagne, en quelque sorte, vit depuis quinze ans sous une forte pression électorale, avec une consultation électorale cbaque année en moyenne. Mais c'est précisément la jeunesse du régime démocratique qui introduit encore aujourd'hui dans chaque consultation une référence à sa consolidation. La classe politique, l'opinion publique, les analystes nationaux et étrangers continuent à être, en quelque sorte, prisonniers d'une sorte d'émerveillement : la démocratie espagnole fonctionne bien, l'Espagne est devenue tout à fait normale. Si la transition espagnole a fourni un modèle de réflexion à maintes transitions ultérieures, la démocratie consolidée est aussi analysée avec intérêt.

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

On avait craint, avant que la campagne ne commence, que celle-ci soit tendue, crispée, agressive, justement parce que pour la première fois depuis 1982 on avait l'impression que les résultats étaient incertains. La

crise du PSOE, la montée du centre-droit et de la droite, la crise économique, le mécontentement social, et, en toile de fond, les sondages, tout cela faisait croire à la fois qu'on assistait à la fin du *felipismo* et au retour d'une droite plus ou moins masquée mais traditionnelle en fin de compte.

Comme on a pu le voir, la campagne électorale n'a pas été plus crispée que d'autres, les débats entre Felipe Gonzalez et José Maria Aznar (leader de la droite, le Parti populaire) ont été suivis avec passion par l'opinion, mais sans incidents majeurs, et la consultation elle-même a été un modèle du genre, à quelques détails mineurs près. Pour la première fois depuis 1982, le perdant, M. Aznar, a tenu à féliciter personnellement M. Gonzalez avant minuit, bien avant que ne soient connus les résultats définitifs.

Mais pour comprendre ces élections du 6 juin il faut voir le contexte dans lequel elles se sont déroulées. L'Espagne a été gouvernée par M. Gonzalez depuis octobre 1982. Depuis cette date, Felipe Gonzalez a eu l'occasion de gagner à la majorité absolue en 1982, en 1986 et en 1989 (bien qu'à cette occasion il ait atteint de justesse le seuil de la majorité absolue), à quoi l'on pourrait ajouter sa victoire personnelle au moment du référendum de mars 1986 sur l'OTAN. Et il a obtenu ces résultats avec un système électoral proportionnel. Bien sûr, on peut arguer que la technique du système employé — le système d'Hondt — avantage les grands partis (par comparaison à d'autres variantes du système proportionnel : Italie, Israël, etc.). Mais le lecteur peut eomparer le système proportionnel espagnol avec les modèles majoritaires français ou britannique pour saisir l'importance des victoires électorales du PSOE, ou, plus précisément, du « facteur » Felipe dans la décision des votants.

Ceci a donné l'impression, alimentée par les médias, que le jour où le PSOE n'obtiendrait plus la majorité absolue, soit 176 sièges au Congrès des députés, il y aurait non seulement alternance politique, mais, pour certains, probablement une crise de régime.

Or, l'Espagne a été gouvernée — efficacement — par M. Adolfo Suarez et son parti, l'UCD (Union del Centro Democrático), pendant deux législatures, celle qui résulta des élections de 1977 et celle qui commença après les élections de 1979. Et il n'a jamais eu la majorité absolue. Il est vrai que nous parlons de la transition, et une des pièces fondamentales de celle-ci fut justement le *consenso* (le consensus), cette capacité surprenante des forces politiques et sociales espagnoles à se mettre d'accord sur l'essentiel et à laisser à plus tard les clivages politiques naturels et inévitables en démocratie (consolidée). Mais le consensus ne suffit pas à tout expliquer. L'Espagne a fait le choix d'un système parlementaire classique et orthodoxe. D'autre part, la Constitution prévoit exactement toutes les variantes pour pourvoir l'investiture du président du Gouvernement. Le système électoral et la sagesse des électeurs, depuis 1977 ont réduit l'éventail des partis au Parlement à des proportions raisonnables,

avec une droite, une gauche (plus une minorité communiste) et les minorités nationalistes catalane et basque, plus les « divers » groupes au sein du groupe parlementaire mixte (le règlement ne prévoit pas le député non inscrit).

Dans ce contexte, pour en arriver à une première constatation, la législature d'après juin 1993 pouvait très bien fonctionner sur la base d'un parti n'ayant qu'une majorité relative au Parlement, et c'est ce qui s'est finalement passé. Que ce soit le PSOE et non le Parti populaire (PP) qui ait gagné avec un avantage de 18 sièges n'est qu'un point relativement mineur. En effet, certains sondages prévoyaient un résultat plus serré, avec moins de 10 sièges d'avance pour l'un ou l'autre selon les cas. Cela aurait ouvert la voie à des scénarios législatifs plus incertains à l'occasion. Mais la majorité absolue, essentielle dans les deux premières législatures puisque les lois organiques demandent ce genre de majorité, n'est requise qu'accidentellement. Et pour les grandes questions de portée constitutionnelle — réforme de la Constitution du fait du traité de Maastricht —, les grands partis préfèrent encore le consensus politique.

Ce qui porte à constater que, sur la base des résultats, le PSOE peut très bien gouverner avec un conseil des ministres formé par des socialistes et quelques indépendants, en négociant à chaque occasion avec l'une ou l'autre des minorités les accords nécessaires.

Le choix des électeurs, de toute façon, a été plus que jamais conditionné par des variables pas facilement mesurables : le contexte extérieur d'abord et surtout. L'Espagne a connu une grande croissance au cours de la « décennie socialiste » (1982-1992). Il est vrai aussi que 1992 a été vécu — peut-être de façon irresponsable par les responsables politiques de tout bord — comme une apothéose politico-économico-médiatique, avec les Jeux olympiques de Barcelone, l'Expo de Séville et Madrid, capitale culturelle de l'Europe. Cela a représenté un danger dès lors que les signes avant-coureurs de la crise étaient déjà manifestes (par exemple, les experts insistant sur le fait que la peseta était largement surévaluée). La chute n'en a été que plus brutale : dès la rentrée 1992 le chômage a explosé, la peseta a chuté (21 % de dévaluation en trois mois) et/ou a frisé la sortie du SME à plusieurs reprises, et l'activité économique — surtout les investissements — sont entrés en hibernation. Pourquoi, dans cette perspective tout à fait prévisible, Felipe Gonzalez n'a-t-il pas choisi de dissoudre le Parlement et d'organiser les élections dès septembre 1992 ? Il avait alors le capital politique et dans l'euphorie des Jeux et de l'Expo la crise n'était encore qu'à ses débuts. Certains de ses plus proches conseillers — entre autres l'équipe économique du Gouvernement — avaient insisté pour des élections immédiates. On ne sait pas pourquoi Felipe Gonzalez a choisi d'attendre et même affirmé qu'il irait jusqu'au bout de la législature (octobre 1993), etc. Il a cru, probablement, qu'à la rentrée 1992 en six ou huit mois il rétablirait la situation économique, mais l'erreur a été considérable.

Il est possible aussi que Felipe Gonzalez ait misé sur l'idée de bilan positif sur toute la décennie, capable de compenser une conjoncture négative. Toujours est-il qu'au moment de la dissolution et de la convocation des élections pour le 6 juin l'opinion a eu une certaine impression de catastrophe.

La campagne électorale, elle-même, a confirmé cette pleine normalisation du régime démocratique espagnol : banale, beaucoup plus médiatique que militante, centrée autour de la télévision — c'est la première fois où la présence de chaînes privées a compliqué le jeu médiatique des chaînes publiques — et, moins, des radios et des journaux, avec peu de grandes promesses, si ce n'est l'austérité, la rigueur, etc. Un critère de normalisation est, de l'avis des experts et par les temps qui courent, justement la crise des grandes polarisations idéologiques droite-gauche, la crise de grandes promesses non susceptibles d'être tenues, l'accent mis sur les « styles » politiques beaucoup plus que sur des propositions radicalement alternatives, et la présentation de choix (ou de solutions) peu écartés — autour du centre et loin des pôles extrêmes. Le scepticisme des électeurs quant à la possibilité de solutions nationales et à court terme (chômage, déficit commercial, crise financière, croissance) à des problèmes qui ne le sont pas a eu cet effet positif, dans l'Espagne de 1993, de confirmer la maturité des uns et des autres. En particulier, la droite, qui sous la direction de M. José Maria Aznar s'est rapprochée de la victoire, donc de la crédibilité comme force capable de gouverner, s'est rapprochée du centre, donc de l'espace où il doit puiser les voix qui feront la différence avec le PSOE, et a enterré toute référence même implicite au passé, qui sous M. Fraga Iribane avait pesé lourdement sur ses espoirs électoraux.

Les résultats

	6 juin 1993		
	Voix	%	Sièges
Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE)	9 076 218	38,68	159
Parti populaire (PP)	8 169 585	34,82	141
Gauche unie (IU)	2 246 107	9,57	18
Convergence et union (CiU)	1 162 534	4,95	17
Parti nationaliste basque (PNV)	290 386	1,24	5
Coalition canarienne (CC)	206 953	0,88	4
Herri Batasuna (Basques proches ETA) (HB)	206 296	0,88	2
Gauche républicaine de Catalogne (ERC)	188 800	0,80	1
Parti aragonais (Par)	144 261	0,61	1
Eusko Alkartabuma (Basques) (EA)	129 263	0,55	1
Union valencienne	112 032	0,48	1

Elections législatives précédentes

	1977			1979			1982		
	Voix	%	Sièges	Voix	%	Sièges	Voix	%	Sièges
PSOE	5 371 866	29,27	110	5 469 813	30,49	121	10 127 392	48,36	202
AP/PP	1 504 771	8,33	16	1 067 732	5,96	9	5 543 107	26,50	107
UCD	6 310 391	36,42	166	6 288 593	35,02	168	1 384 850	6,47	11
CDS							600 842	2,87	2
PCE/IU	1 709 890	9,38	19	1 911 217	10,74	23	844 976	4,04	4
PNV	296 193	1,69	8	275 292	1,50	7	395 656	1,89	8
CiU	522 060	2,76	11	484 154	2,64	8	772 673	3,69	12
HB				172 110	0,94	3	210 601	1,04	2
EE	61 417	0,32	1	85 677	0,47	1	100 326	0,48	1
PSP-FSP	816 582		6						
CIC	29 834		1						
CRIC	37 183		1						
ERC	143 954		1	123 452		1	138 116	0,66	1
UC/DCC	172 791		2						
PA				325 842		5			
PAR				38 042		1			
UN				370 740		1			
UPC				50 953		1			
UPN				28 248		1			

	1986			1989		
	Voix	%	Sièges	Voix	%	Sièges
PSOE	8 901 718	44,62	184	8 115 568	39,87	175
AP/PP	5 247 677	26,31	105	5 285 677	25,97	107
UCD						
CDS	1 838 799	9,22	19	1 617 716	7,95	14
PCE/IU	892 070	4,47	7	1 858 588	9,13	17
PNV	309 610	1,55	6	252 119	1,25	5
CiU	1 012 054	5,08	18	1 030 476	5,07	18
HB	215 202	1,08	5	217 276	1,07	4
EE	107 053	0,54	2	105 230	0,52	2
CG	79 972	0,40	1			
AIC	65 664	0,33	1	64 767	0,32	1
UV	64 403	0,32	1	144 924	0,71	2
ERC						
EA				136 955	0,67	2
PA				212 687	1,04	2
PAR	73 004	0,37	1	71 733	0,35	1
CC						
UPC						
UPN						

A la vue des résultats, plusieurs considérations peuvent être retenues. Tout d'abord, le taux de participation. Dans le cas des législatives nationales, la moyenne de participation a tourné, depuis 1977, autour de 70 %, avec près de 80 % en 1982, justement quand le PSOE a eu pour la première fois la majorité absolue. Le 6 juin 1993, donc, a marqué une deuxième pointe, avec presque 78 % de participation, plus de 7 points de plus qu'aux dernières élections (1989). De l'avis de tous les experts, il y a là une des clés non seulement de la victoire de M. Felipe Gonzalez, mais du score quasi miraculeux de 159 députés, alors que les fourchettes des sondages, tout au long des semaines précédentes, lui donnaient entre 145 et 150 sièges. Tout semble indiquer que c'est justement l'effort personnel de Felipe tout au long de la dernière semaine avant le scrutin — alors que la publication des sondages est interdite — qui a mobilisé 5 à 6 % de « votes perdus » (les déçus du socialisme), devant un scénario de plus en plus crédible de victoire de la droite. Cette peur de la droite, qui pèse encore lourdement sur une partie de la mémoire des Espagnols, a été subtilement dosée par Felipe, sur l'argument « la droite de M. Aznar est mieux que celle de M. Fraga, mais elle n'est *pas encore prête* ». Il lui manquerait une petite législature d'opposition pour arriver à la pleine maturité démocratique.

Pour les résultats eux-mêmes, les changements spectaculaires sont ceux qui marquent le mouvement de votes et de sièges pour le PSOE et le Parti populaire. (Paradoxes du politique, le premier a célébré comme une grande victoire le fait de perdre 16 sièges ; le deuxième a salué dans la dignité sa défaite, alors que le PP a bondi de 107 sièges à 141, tout en gagnant 3 000 000 de votes.)

Les socialistes, ou peut-être — doit-on insister — Felipe Gonzalez personnellement, obtiennent quand même plus de neuf millions de voix, les mêmes qu'en 1986, et cela signifie un million de plus qu'aux élections générales de 1989. Le nombre de votants a augmenté depuis, mais pas en nombre suffisant pour que cela soit le seul facteur d'explication.

Le Parti populaire, essentiellement à cause du mouvement vers le centre et la modernisation du discours faits par M. Aznar et une jeune équipe de dirigeants nouveaux, on l'a vu, est passé de 5 millions à plus de 8 millions de votes. Le changement qualitatif dans ses aspirations pour arriver un jour à la Moncloa est de taille. Felipe Gonzalez ne s'y est pas trompé, quand il a annoncé le soir même du 6 juin : « J'ai compris le message. J'ai compris : il faut ajouter le changement au changement » *(el cambio sobre el cambio)*.

Pour le reste, la relative stagnation — attendue — des nationalistes modérés catalans et basques et la déception des anciens communistes d'Izquierda Unida (18 sièges au lieu de 17 auparavant) marquent une relative stabilité des franges dans le système de partis espagnols.

Pour conclure, la clarté des résultats a facilité énormément les procédures constitutionnelles pour l'investiture et la désignation du nouveau Gouvernement. Ayant annoncé que les négociations allaient vers les

nationalistes modérés et non vers Izquierda Unida — sans surprise —, la seule donne à clarifier était de savoir si Catalans ou Basques allaient entrer au Gouvernement ou négocier un programme de législature avec des soutiens ponctuels au Parlement. C'est cette dernière solution qui a été retenue, et les perspectives de collaboration, fin juillet, étaient assez bonnes, puisque les deux minorités nationalistes ont voté pour Felipe Gonzalez au premier vote d'investiture, lui accordant par là même un vote favorable à la majorité absolue.

Le nouveau Gouvernement de M. Felipe Gonzalez, avec plus de la moitié de nouveaux ministres — dont six personnalités indépendantes —, semble avoir de solides assises pour affronter une rentrée qui sera (en raison de la conjoncture économique) l'une des plus difficiles depuis 1982.

Août 1993.

Précédente chronique : *Pouvoirs*, n° 61, « chronique espagnole, 1989-1991 ».